



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction départementale des territoires

Service Eau, Environnement et Biodiversité
Unité Protection et Police de l'Eau
Affaire suivie par Jacques LE MAT
Mail : jacques.le-mat@maine-et-loire.gouv.fr
Tél. : 02.41.86.66.50
Tél portable : 06.33.76.60.60
GUN 0100046754

RÉCÉPISSÉ DE DÉCLARATION

Le Préfet de Maine-et-Loire
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite
Chevalier des Palmes académiques

Vu le code de l'environnement ;

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du Bassin LoireBretagne en vigueur ;

Vu le dossier de déclaration au titre des articles L.214-1 et suivants du code de l'environnement, déposé le 26 Avril 2024 par Monsieur le Président de Mauges Communauté concernant l'épandage des boues de la station d'épuration de Montjean-sur-Loire-La Pommeraye sur le territoire de la commune de Mauges-sur-Loire ;

Vu l'arrêté préfectoral en vigueur donnant délégation de signature en matière d'administration générale à Monsieur Pierre Julien EYMARD, directeur départemental des territoires de Maine-et-Loire ;

Vu l'arrêté préfectoral en vigueur donnant subdélégation de signature en matière administrative à Madame Catherine GIBAUD, directrice départementale adjointe et à certains agents de la direction départementale des territoires de Maine-et-Loire ;

**Donne récépissé à : MAUGES COMMUNAUTE
1 RUE ROBERT SCHUMAN
LA LOGE - CS 60111
BEAUPREAU
49600 BEAUPREAU-EN-MAUGES**

de sa déclaration au titre des articles L.214-1 et suivants du code de l'environnement et lui notifie les prescriptions techniques générales.

Les rubriques concernées visées à l'article R.214-1 du code de l'environnement sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
2.1.3.0-2°	Épandage de boues issues du traitement des eaux usées	Déclaration	Arrêté du 8 janvier 1998, modifié fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles pris en application du décret n° 97-1133 du 8 décembre 1997 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées

Les caractéristiques techniques de l'installation sont les suivantes :

- surface totale du plan d'épandage : 270,8 ha
- production de boues : 356 m³
- production de matières sèches : 48 tonnes
- production d'azote : 3,28 tonnes
- production de phosphore : 6,37 tonnes

En application de l'article R.214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée par le déclarant à l'ouvrage, à l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

En application de l'article R.214-40-3 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux et l'exercice de l'activité, objets de la déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi la déclaration sera caduque. En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente décision est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Nantes, 6 allée de l'Île Gloriette, 44041 Nantes cedex, par le pétitionnaire dans les deux mois à compter de la notification, et par les tiers dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Fait à ANGERS, le 26 Juin 2024

Pour le Directeur départemental des territoires, par délégation,
La Cheffe de l'unité Protection et Police de l'Eau,



Line TROUILLARD

Service Eau Environnement et Biodiversité
Unité Protection et Police de l'Eau

Affaire suivie par Johan DUPRET
Tél. : 02.41.86.66.47
Réf : 0100045467
iota n°17217 et 19605

**RÉCÉPISSÉ DE DÉCLARATION AU TITRE DES ARTICLES L214-1 À L214-6
DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT**

Le Préfet de Maine-et-Loire
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite
Chevalier des Palmes Académiques

Vu le Code de l'environnement ;

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du Bassin Loire-Bretagne en vigueur ;

Vu le dossier de déclaration déposé le 24 avril 2024 par **l'EARL LA PAILLERIE**, relatif à la régularisation d'un plan d'eau de loisir et à la modification d'un plan d'eau d'irrigation situés au lieu-dit « l'Herblottière » sur la commune déléguée de Gesté, au titre des articles L214-1 à L214-6 du Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral en vigueur donnant délégation de signature en matière administrative à Monsieur Pierre-Julien EYMARD, Directeur départemental des territoires de Maine-et-Loire ;

Vu l'arrêté préfectoral en vigueur donnant subdélégation de signature en matière administrative à Madame Catherine GIBAUD, Directrice adjointe départementale des territoires de Maine-et-Loire et à certains agents de la direction départementale des territoires de Maine-et-Loire ;

Donne récépissé à : EARL LA PAILLERIE
La Paillerie
Le Fief Sauvin
49600 Montrevault-sur-Evre

de sa déclaration au titre des articles L.214-1 et suivants du Code de l'environnement. Les rubriques concernées visées à l'article R.214-1 du Code de l'environnement sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
3.2.3.0 - 2°	Plan d'eau dont la superficie est supérieure à 0,1 ha et inférieure à 3ha	Déclaration	Arrêté du 9 juin 2021 fixant les prescriptions techniques générales applicables aux plans d'eau [...]

Caractéristiques principales des ouvrages :

iota	Commune déléguée	Références cadastrales	Coordonnées Lambert 93		Masse d'eau	Superficie plan d'eau	Volume	Alimentation	Usage
17217	Gesté	Section W n° 285	x= 391597	y= 6682470	GR 0548	2 600 m ²	3 500m ³	Eaux de drainage, toitures	irrigation
19605	Gesté	Section W n°352	x= 391506	y= 6682173	GR 0548	2 000 m ²	2 000m ³	Eaux de drainage, ruissellement	loisir

Aucun prélèvement n'est autorisé dans le plan d'eau iota n°19605 régularisé par le présent récépissé pour un usage de loisir.

En cas de rempoissonnement, l'introduction de poissons doit provenir de piscicultures agréées en application de l'article L. 432-12 du Code de l'environnement et respecter les dispositions de l'article L. 432-10 du même code, relatives aux interdictions et aux contrôles des peuplements ainsi que l'ensemble des dispositions sanitaires applicables.

En application de l'article R.214-40 du Code de l'environnement, toute modification apportée par le déclarant à l'ouvrage, l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente décision est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Nantes, 6 allée de l'Ile Gloriette, 44041 Nantes cedex, par le pétitionnaire dans les deux mois à compter de la notification, et par les tiers dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision. Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Fait à ANGERS, le 24 juin 2024

Le directeur départemental des territoires et par délégation,
La cheffe de l'unité protection et police de l'eau



Line TROUILLARD

Service Eau, Environnement et Biodiversité

Unité Protection et Police de l'Eau

Affaire suivie par Jacques LE MAT

jacques.le-mat@maine-et-loire.gouv.fr

Tél. : 02.41.86.66.50

Tél portable : 06.33.76.60.60

GUN N° 0100048586

RÉCÉPISSÉ DE DÉCLARATION

Le Préfet de Maine-et-Loire
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite
Chevalier des Palmes académiques

Vu le code de l'environnement ;

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du Bassin LoireBretagne en vigueur ;

Vu le dossier de déclaration au titre des articles L.214-1 et suivants du code de l'environnement, déposé le 04 Juin 2024 par Monsieur le Président de la Communauté de Communes des Vallées du Haut-Anjou concernant l'épandage des boues de la lagune d'épuration de Villemoisian sur le territoire de la commune de Val d'Erdre-Auxence ;

Vu l'arrêté préfectoral en vigueur donnant délégation de signature en matière d'administration générale à Monsieur Pierre Julien EYMARD, Directeur départemental des territoires de Maine-et-Loire ;

Vu l'arrêté préfectoral en vigueur donnant subdélégation de signature en matière administrative à Madame Catherine GIBAUD, Directrice départementale adjointe et à certains agents de la direction départementale des territoires de Maine-et-Loire ;

Donne récépissé à : CC Vallées du Haut Anjou
M. Le Président
Place Charles de Gaulle
49220 LE LION D'ANGERS

de sa déclaration au titre des articles L.214-1 et suivants du code de l'environnement et lui notifie les prescriptions techniques générales. Les rubriques concernées visées à l'article R.214-1 du code de l'environnement sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
2.1.3.0-2°	Épandage de boues issues du traitement des eaux usées	Déclaration	Arrêté du 8 janvier 1998 modifié fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles pris en application du décret n° 97-1133 du 8 décembre 1997 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées

Les caractéristiques techniques de l'installation sont les suivantes :

- surface totale du plan d'épandage : 22,48 ha
- production de boues : 1181 m³
- production de matières sèches : 94,5 tonnes
- production d'azote : 1,14 tonnes
- production de phosphore : 1,06 tonnes

Pendant le curage, des prélèvements seront effectués dans chaque bassin pour connaître les quantités réelles d'azote et de phosphore qui seront épandues.

En application de l'article R.214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée par le déclarant à l'ouvrage, à l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

En application de l'article R.214-40-3 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux et l'exercice de l'activité, objets de la déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi la déclaration sera caduque. En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente décision est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Nantes, 6 allée de l'île Gloriette, 44041 Nantes cedex, par le pétitionnaire dans les deux mois à compter de la notification, et par les tiers dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Fait à Angers, le 25 juin 2024

Pour le Directeur départemental des territoires, par délégation,
La Cheffe de l'unité Protection et Police de l'Eau,

A blue ink signature consisting of several overlapping loops and a horizontal stroke.

Line TROUILLARD

Service Eau Environnement et Biodiversité
Unité Protection et Police de l'Eau

Affaire suivie par Thierry MONTIGAUD
Tél. : 02.41.86.66.51

Réf. : 2024-49-002

Arrêté DDT49-SEEB-PPE-2024 n°036

portant agrément de la Société LUD'O Assainissement pour la réalisation des vidanges des installations d'assainissement non collectifs

Le préfet de Maine-et-Loire
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite
Chevalier des Palmes Académiques

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles R. 211-25 à R. 211-45 et R. 214-5 ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2224-8 ;

Vu le code de la santé publique, notamment son article L. 1331-1-1 ;

Vu l'arrêté du 8 janvier 1998 fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles ;

Vu l'arrêté du 7 septembre 2009 modifié, définissant les modalités d'agrément des personnes réalisant les vidanges et prenant en charge le transport et l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif ;

Vu l'arrêté préfectoral en vigueur donnant délégation de signature en matière d'administration générale à Monsieur Pierre Julien EYMARD, directeur départemental des territoires de Maine-et-Loire ;

Vu l'arrêté préfectoral en vigueur donnant subdélégation de signature en matière administrative à Madame Catherine GIBAUD, directrice départementale adjointe et à certains agents de la direction départementale des territoires de Maine-et-Loire ;

Vu la demande d'agrément reçue le 30 mai 2024 modifiée le 6 juin 2024, présentée par Monsieur Ludovic ROUSIERE, responsable de la Société LUD'O Assainissement à LONGUE-JUMELLES ;

Vu les pièces présentées à l'appui de ladite demande et comprenant notamment :

- un engagement de respect des obligations qui incombent à la personne agréée ;
- une fiche comportant les informations nécessaires à l'identification du demandeur ;
- une fiche de renseignements sur les moyens mis en œuvre pour assurer la vidange des installations d'assainissement non collectif, la prise en charge des matières de vidange, leur transport et leur élimination ;
- la quantité maximale annuelle de matière pour laquelle l'agrément est demandé ;

- les documents permettant de justifier d'un accès spécifique à une ou plusieurs filières d'élimination des matières de vidange et d'assurer un suivi des vidanges effectuées ;

Vu la notification de la complétude du dossier du 6 juin 2024 ;

Considérant que l'ensemble des pièces mentionnées à l'annexe I de l'arrêté du 7 septembre 2009 susvisé ont été délivrées par le demandeur ;

Considérant que la demande d'agrément indique la quantité maximale annuelle de matières pour laquelle l'agrément est demandé et justifie, pour cette même quantité, d'un accès spécifique à une ou plusieurs filières d'élimination des matières de vidange ;

Considérant que le bordereau de suivi des matières de vidange proposé par le demandeur est conforme aux prescriptions de l'annexe II de l'arrêté du 7 septembre 2009 susvisé ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires,

ARRÊTE :

Article 1 : Bénéficiaire de l'agrément

Monsieur Ludovic ROUSIERE

LUD'O Assainissement

Numéro RCS Angers : 925 323 115

Adresse du siège : 26 rue du Docteur Tardif

49160 LONGUE-JUMELLES

Article 2 : Objet de l'agrément

Monsieur Ludovic ROUSIERE est agréé pour réaliser les vidanges des installations d'assainissement non collectif et prendre en charge le transport et l'élimination des matières extraites dans le département de Maine-et-Loire.

Le **numéro départemental d'agrément** qui lui est attribué pour cette activité est le :

2024-N-49-002

La **quantité maximale annuelle** de matières de vidange visée par le présent agrément est de **5000 m³**.

Les filières d'élimination validées par le présent agrément sont les suivantes :

- dépotage dans la station d'épuration de Saumur.

Article 3 : Suivi de l'activité

Le bénéficiaire de l'agrément doit respecter les prescriptions générales définies dans l'arrêté du 7 septembre 2009 susvisé.

Le bénéficiaire de l'agrément établit pour chaque vidange un bordereau de suivi des matières de vidange en trois volets comportant *a minima* les informations prévues à l'annexe II de l'arrêté du 7 septembre 2009 susvisé. Ces trois volets sont conservés respectivement par le propriétaire de l'installation vidangée, le bénéficiaire de l'agrément et le responsable de la filière d'élimination. Le volet conservé par le propriétaire de l'installation vidangée est signé par lui-même et le bénéficiaire de l'agrément.

Ceux conservés par le bénéficiaire de l'agrément et le responsable de la filière d'élimination sont signés par les trois parties.

Le bénéficiaire de l'agrément adresse au service en charge de la police de l'eau, chaque année avant le 1^{er} avril, un bilan d'activité de vidange de l'année antérieure. Ce bilan comporte *a minima* :

- les informations concernant le nombre d'installations vidangées par commune et les quantités totales de matières correspondantes ;
- les quantités de matière dirigées vers les différentes filières d'élimination ;
- un état des moyens de vidange dont dispose le bénéficiaire de l'agrément et les évolutions envisagées.

Ce document comprend en annexe une attestation signée par le responsable de chaque filière d'élimination indiquant notamment la quantité de matières de vidange livrée par le bénéficiaire de l'agrément.

Le bénéficiaire de l'agrément tient à jour un registre, classé par dates, comportant les bordereaux de suivi des matières de vidange ainsi que les bilans annuels d'activités. Ce document est tenu en permanence à la disposition du préfet et de ses services. La durée de conservation des bordereaux de suivi et des bilans annuels est de dix années.

Article 4 : Contrôle par l'administration

Le préfet et ses services peuvent procéder à la réalisation des contrôles nécessaires à la vérification de l'exactitude des déclarations effectuées par le bénéficiaire de l'agrément et contrôler le respect de ses obligations au titre de l'arrêté du 7 septembre 2009 susvisé et du présent arrêté. Ces opérations de contrôle peuvent être inopinées.

Article 5 : Modification des conditions de l'agrément

En cas de modification ou de projet de modification de la quantité maximale annuelle de matières de vidange agréée et/ou de la (des) filière(s) d'élimination, le bénéficiaire de l'agrément sollicite auprès du préfet une modification des conditions de son agrément.

Article 6 : Autres réglementations

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le bénéficiaire de l'agrément de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 7 : Durée de l'agrément

La durée de validité de l'agrément est fixée à **dix ans** à compter de la date de signature du présent arrêté.

À l'expiration de cette période, l'agrément peut être renouvelé pour une même durée maximale de dix ans, sur demande expresse du bénéficiaire.

La demande de renouvellement de l'agrément est transmise au service en charge de la police de l'eau au moins six mois avant la date limite de fin de validité de l'agrément initial. Cette demande est accompagnée d'un dossier comportant l'ensemble des pièces mentionnées à l'annexe I de l'arrêté du 7 septembre 2009 susvisé actualisées.

Lorsque les modalités ci-dessus sont respectées, la validité de l'agrément initial est prolongée jusqu'à notification de la décision préfectorale concernant la demande de renouvellement.

Le préfet peut toutefois décider de retirer cette prolongation temporaire d'agrément conformément à l'article 9 ou en cas de manquement du demandeur à ses obligations dans le cadre de l'instruction de son dossier de demande de renouvellement d'agrément.

Article 8 : Suspension ou suppression de l'agrément

L'agrément peut être retiré ou modifié à l'initiative du préfet dans les cas suivants :

- en cas de faute professionnelle grave ou de manquement à la moralité professionnelle ;
- lorsque la capacité des filières d'élimination des matières de vidange ne permet pas de recevoir la quantité maximale pour laquelle le bénéficiaire a été agréé ;
- en cas de manquement du bénéficiaire aux obligations de l'arrêté du 7 septembre 2009 susvisé, en particulier, en cas d'élimination de matières de vidange hors des filières prévues par l'agrément ;
- en cas de non-respect des éléments déclarés dans la demande d'agrément.

En cas de retrait ou de suspension de l'agrément, le bénéficiaire ne peut plus assurer les activités mentionnées à l'article 2 du présent arrêté et est tenu de prendre toute disposition nécessaire pour veiller à ce que les matières de vidange dont il a pris la charge ne provoquent aucune nuisance et de les éliminer conformément à la réglementation.

Le bénéficiaire dont l'agrément a été retiré ne peut prétendre à un nouvel agrément dans les six mois à compter de la notification de la décision de retrait.

Article 9 : Dispositions générales

Lorsqu'il est fait référence à l'activité pour laquelle l'agrément est délivré dans des documents à des fins commerciales ou publicitaires, seule est autorisée la mention « Agréé par l'Etat pour l'activité de vidange et de prise en charge du transport et de l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif. - Se reporter à la liste des personnes agréées sur le site internet de la préfecture ».

Article 10 : Publication et information des tiers

Cet arrêté est publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat du département du Maine-et-Loire.

Une liste des personnes agréées est publiée sur le site Internet de la préfecture.

Article 11 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif de Nantes :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cet arrêté. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de cet arrêté, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de quatre mois à compter de la date à laquelle l'arrêté leur a été notifié.
- par le pétitionnaire dans le délai de recours de deux mois à compter de la notification de l'arrêté.

La juridiction administrative compétente peut être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible sur le site www.telerecours.fr.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus deux mois sur la demande de recours

gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R421-2 du code de justice administrative.

Article 12 : Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des territoires, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Angers, le 26 juin 2024

Pour le Directeur départemental des territoires et par délégation,
La Cheffe de l'unité Protection et Police de l'Eau

A handwritten signature in blue ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke.

Line TROUILLARD



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires**

Service Eau Environnement et Biodiversité

Unité Protection et Police de l'Eau

Affaire suivie par Laurent DOUSSET

Tél. : 02 41.86.66.45

Procédures :

GUN : 49-2024-00092

Plan d'eau n° PE 11199862

IOTA : 8005

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DDT49-SEEB-PPE-2024 N°035

portant prescriptions spécifiques à déclaration en application de l'article L. 214-1 du code de l'environnement, concernant le changement de bénéficiaire et la gestion du plan d'eau à usage d'irrigation « Le Pré Neuf » situé sur la commune de LOIRÉ

Le Préfet de Maine-et-Loire
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite
Chevalier des Palmes académiques

Vu le code de l'environnement ;

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du Bassin Loire-Bretagne en vigueur ;

Vu le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Oudon en vigueur ;

Vu l'accusé de réception de déclaration d'existence au bénéfice de Monsieur René MONTAUBAN, référencé IOTA n°8005, en date du 07 avril 2020, relatif au plan d'eau « Le Pré Neuf » situé sur la parcelle cadastrée ZA n°38 de la commune de LOIRÉ ;

Vu la demande de changement de bénéficiaire déposée par messagerie électronique à l'unité Protection et Police de l'Eau de la Direction Départementale des Territoires de Maine-et-Loire, le 10 avril 2024, enregistrée sous le numéro 49-2024-00092, au titre de l'article R.214-40-2 du Code de l'environnement, au profit de l'EARL FERME DE LA FOUGERAIE, représentée par Monsieur Maxime POINCLOUX ;

Vu l'arrêté préfectoral en vigueur donnant délégation de signature en matière administrative à Monsieur Pierre-Julien EYMARD, directeur départemental des territoires de Maine-et-Loire ;

Vu l'arrêté préfectoral en vigueur portant subdélégation de signature en matière administrative à Madame Catherine GIBAUD, directrice départementale adjointe des territoires de Maine-et-Loire, et à certains agents de la direction départementale des territoires de Maine-et-Loire ;

Vu le projet d'arrêté adressé au bénéficiaire pour observations éventuelles par courrier du 27 mai 2024 ;

Considérant que le bassin de l'Oudon est concerné par la disposition 7B-3 du SDAGE Loire-Bretagne qui plafonne à l'étiage à leur niveau actuel les prélèvements dans les cours d'eau et leurs annexes, dans les sources et dans les nappes souterraines contribuant à l'alimentation des cours d'eau ou des zones humides ;

Considérant que le plan d'eau du « Pré Neuf » situé dans les alluvions du cours d'eau de l'Argos, bassin versant de l'Oudon, est alimenté par la nappe d'accompagnement et impacte le milieu superficiel ;

Considérant qu'il y a lieu, par conséquent, de soumettre les prélèvements dans le plan d'eau aux arrêtés de restriction des eaux superficielles ;

Considérant qu'en application de la disposition 7A-6 du SDAGE, les autorisations existantes de prélèvement doivent être révisées pour fixer un volume maximal annuel de prélèvement et une durée de validité ne pouvant excéder 10 ans ;

Considérant que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau ;

Considérant l'absence de remarque du pétitionnaire sur le projet d'arrêté ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires de Maine-et-Loire,

ARRÊTE

Titre I : OBJET DE LA DÉCLARATION

Article 1 : OBJET DE LA DÉCLARATION

Il est donné acte à l'**EARL FERME DE LA FOUGERAIE**, représentée par Monsieur Maxime POINCLOUX, de sa déclaration en application des articles L.214-1 et suivants du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, concernant :

N° IOTA	Objet	Géolocalisation (Coordonnées Lambert 93)		Section cadastrale	Commune
8005	Plan d'eau	X= 400 680	Y= 6 731 133	Section ZA parcelle n°38	LOIRÉ

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre des articles L.214-1 et suivants du code de l'environnement.

Les rubriques concernées visées à l'article R.214-1 du code de l'environnement sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêté de prescriptions générales correspondant
3.2.3.0-2°	Plan d'eau dont la superficie est supérieure à 0,1 ha et inférieure à 3ha	Déclaration	Non concerné

Article 2 : CARACTÉRISTIQUES DE L'OUVRAGE

Les caractéristiques des ouvrages sont les suivantes :

N° IOTA	Nom	Surface (m²)	Volume (m³)	Usages autorisés	Mode d'alimentation
8005	Plan d'eau « Le Pré Neuf »	3 244	11 000	Irrigation	Nappe d'accompagnement cours d'eau de l'Argos et eaux de ruissellement

Masse d'eau superficielle : l'Argos et ses affluents depuis la source jusqu'à sa confluence avec l'Oudon (GR0524).

Titre II : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

Article 3 : PRESCRIPTIONS SPECIFIQUES

Le présent arrêté autorise l'exploitation du plan d'eau sur la base des prescriptions suivantes :

3-1 : Prélèvement autorisé

Le volume maximal annuel prélevé autorisé pour l'irrigation à partir de la réserve est fixé à **16 290 m³**.

Le remplissage du plan d'eau se fait par les eaux de ruissellement et la nappe d'accompagnement du cours d'eau de l'Argos.

Le prélèvement dans ce plan d'eau est autorisé durant toute l'année sous réserve de se conformer aux mesures de limitation ou d'interdiction temporaire des usages de l'eau en cas de sécheresse ou de pénurie de la ressource en eau de la zone d'alerte superficielle du bassin versant de l'Oudon.

Le prélèvement dans ce plan d'eau est soumis aux arrêtés préfectoraux de préservation de la ressource en eau en période d'étiage concernant la **zone d'Alerte n°1 « Oudon »** relative aux eaux superficielles.

3-2 : Modalités de remplissage

Le plan d'eau, situé dans les alluvions continentales fluviales à proximité du cours d'eau l'Argos, est alimenté par :

- sa nappe d'accompagnement ;
- les eaux de ruissellement.

3-3 : Installations de pompage

L'installation de pompage pour irrigation est équipée d'un compteur volumétrique.

Les moyens de mesure des volumes prélevés doivent être régulièrement entretenus, contrôlés et, si nécessaire, remplacés de façon à fournir en permanence une information fiable.

Le bénéficiaire de l'autorisation consigne sur un registre tenu à la disposition des agents de contrôle :

- les volumes prélevés mensuellement et annuellement et le relevé des index des compteurs volumétriques à la fin de chaque année civile ;
- les incidents survenus au niveau de l'exploitation et, selon le cas, au niveau de la mesure des volumes prélevés ou du suivi des grandeurs caractéristiques ;
- les entretiens, contrôles et remplacements des moyens de mesure et d'évaluation.

Tout prélèvement sur la ressource en eau doit être déclaré auprès de l'Agence de l'Eau qui perçoit la redevance prélèvement à partir d'un volume seuil (pour plus d'information, se référer au site internet de l'Agence de l'eau Loire-Bretagne).

3-4 : Vidange de l'ouvrage

La vidange est assurée par le dispositif de pompage pour l'irrigation des cultures. En cas de vidange en dehors de l'irrigation, l'exploitant informe le service chargé de la police de l'eau au moins quinze jours avant la date du début de la vidange et du début de la remise en eau.

3-5 : Exploitation, surveillance et l'entretien de l'ouvrage

L'exploitant est tenu d'entretenir le plan d'eau et ses abords, y compris la digue. La digue ne comporte aucune végétation ligneuse.

Tous les moyens sont mis en œuvre, dans le respect de l'environnement, pour le cas échéant, éradiquer les plantes exotiques envahissantes présentes dans le plan d'eau ou en contrôler l'expansion.

Hors entretien courant, le service chargé de la police de l'eau est tenu informé des dates de réalisation des opérations d'entretien significatives au moins quinze jours avant leur démarrage, sauf dans les cas où l'urgence impose une intervention immédiate.

En cas d'incident susceptible de provoquer une pollution accidentelle ou un désordre dans l'écoulement des eaux à l'aval ou à l'amont du site, l'exploitant prend immédiatement toutes les dispositions nécessaires, afin de limiter les effets sur le milieu ou sur l'écoulement des eaux et d'éviter qu'il ne se reproduise. Il informe également dans les meilleurs délais le service en charge de la police de l'eau et le maire de la commune concernée.

Article 4 : DURÉE DE L'AUTORISATION

L'autorisation telle que définie par le présent arrêté est accordée, à compter de sa notification, pour une **durée de 10 ans** renouvelable sous conditions du respect du présent arrêté et de ressources en eau satisfaisant les dispositions du SDAGE Loire-Bretagne et du SAGE Oudon en vigueur.

Article 5 : RENOUELEMENT DE L'AUTORISATION

La demande de renouvellement de la présente déclaration est adressée au préfet par le bénéficiaire six mois au moins avant la date d'expiration de cette autorisation.

Article 6 : MODIFICATIONS DES PRESCRIPTIONS

Si le déclarant veut obtenir la modification de certaines des prescriptions spécifiques applicables à l'installation, il en fait la demande au préfet, qui statue alors par arrêté.

Le silence gardé par l'administration pendant plus de trois mois sur la demande du déclarant vaut décision de rejet.

Titre III – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 7 : CONFORMITÉ AU DOSSIER ET MODIFICATION

Les installations, objet du présent arrêté sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et contenu du dossier de demande de déclaration non contraire aux dispositions du présent arrêté.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initial doit être portée, avant sa réalisation à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Article 8 : DÉCLARATION DES INCIDENTS OU ACCIDENTS

Dès qu'il en a connaissance, le bénéficiaire est tenu de déclarer au Préfet de Maine-et-Loire, les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures susceptibles d'être prescrites par le Préfet de Maine-et-Loire, le bénéficiaire est tenu de prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le bénéficiaire est responsable des accidents ou dommages imputables à l'utilisation de l'ouvrage ou de l'installation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité.

Article 9 : TRANSMISSION DU BÉNÉFICE DE L'AUTORISATION

Si le bénéfice de l'autorisation est transmis à une autre personne, le nouveau bénéficiaire en fait la déclaration au préfet de Maine-et-Loire dans les trois mois conformément à l'article R.181-47 du code de l'environnement.

Article 10 : ACCÈS AUX INSTALLATIONS ET EXERCICE DES MISSIONS DE POLICE

Les agents en charge des missions de contrôle au titre des articles L.216-3 et L.172-1 du code de l'environnement ont libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités relevant de la présente autorisation dans les conditions fixées par l'article L.181-16 du code de l'environnement. Ils peuvent demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Article 11 : DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 12 : PUBLICATION ET INFORMATION DES TIERS

L'arrêté sera affiché en mairie de LOIRÉ pendant une durée minimale d'un mois.

Ces informations seront mises à disposition du public sur le site internet de la préfecture de Maine-et-Loire durant une durée d'au moins quatre (4) mois.

Article 13 : AUTRES RÉGLEMENTATIONS

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 14 : VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du Code de l'environnement :

- Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;
- Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Article 15 : EXÉCUTION

Le Directeur départemental des territoires de Maine-et-Loire, le Maire de la commune de LOIRÉ, le Chef du service départemental de l'Office Français de la Biodiversité, tout agent habilité à effectuer des contrôles sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ANGERS, le 26 juin 2024

Pour le directeur départemental des territoires et par délégation,
La cheffe de l'unité protection et police de l'eau

A handwritten signature in blue ink, consisting of several overlapping loops and a horizontal stroke, positioned above the name Line TROUILLARD.

Line TROUILLARD

Service Eau Environnement et Biodiversité

Unité Protection et Police de l'Eau

Affaire suivie par Laurent DOUSSET

Tél. : 02 41.86.66.45

Procédures :

CASCADE 49-2024-00093 et 49-2024-00094

Plans d'eau : n° PE 11200299 - n° PE 11200305

IOTA : 6306 et 9347

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DDT49-SEEB-PPE-2024 N°034

portant prescriptions spécifiques à déclaration, en application de l'article L. 214-1 du code de l'environnement, concernant les plans d'eau à usage d'irrigation de « La Hutaie » et « Alix » situés sur la commune de LOIRÉ

Le Préfet de Maine-et-Loire
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite
Chevalier des Palmes académiques

Vu le code de l'environnement ;

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du Bassin Loire-Bretagne en vigueur ;

Vu le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Oudon en vigueur ;

Vu l'accusé de réception de déclaration d'existence de l'EARL LA FOUGERAIE, référencé IOTA n°6306, en date du 16 mai 2000, relatif au plan d'eau « La Hutaie » situé sur la parcelle cadastrée YR n°8 de la commune de LOIRÉ ;

Vu l'accusé de réception de déclaration d'existence de Monsieur Roger ALIX, référencé IOTA n°9347 en date du 12 avril 2001, relatif au plan d'eau « Alix » situé sur la parcelle cadastrée YS n°15 de la commune de LOIRÉ

Vu la demande de changement de bénéficiaire déposée par messagerie électronique à l'unité Protection et Police de l'Eau de la Direction Départementale Territoriale de Maine-et-Loire, le 10 avril 2024, enregistrée sous le numéro 49-2024-00094, au titre de l'article R.214-40-2 du Code de l'environnement, au profit de l'EARL FERME DE LA FOUGERAIE représentée par Monsieur Maxime POINCLOUX ;

Vu l'arrêté préfectoral en vigueur donnant délégation de signature en matière administrative à Monsieur Pierre-Julien EYMARD, directeur départemental des territoires de Maine-et-Loire ;

Vu l'arrêté préfectoral en vigueur portant subdélégation de signature en matière administrative à Madame Catherine GIBAUD, directrice départementale adjointe des territoires de Maine-et-Loire, et à certains agents de la direction départementale des territoires de Maine-et-Loire ;

Vu le projet d'arrêté adressé au bénéficiaire pour observations éventuelles par courrier du 27 mai 2024 ;

Considérant que le bassin de l'Oudon est concerné par la disposition 7B-3 du SDAGE Loire-Bretagne qui plafonne à l'étiage à leur niveau actuel les prélèvements dans les cours d'eau et leurs annexes, dans les sources et dans les nappes souterraines contribuant à l'alimentation des cours d'eau ou des zones humides ;

Considérant que les deux plans d'eau situés dans les alluvions du cours d'eau de l'Argos, bassin versant de l'Oudon, sont alimentés par sa nappe d'accompagnement et impactent le milieu superficiel ;

Considérant qu'il y a lieu, par conséquent, de soumettre les prélèvements dans les deux plans d'eau aux arrêtés de restriction des eaux superficielles ;

Considérant qu'en application de la disposition 7A-6 du SDAGE, les autorisations existantes de prélèvement doivent être révisées pour fixer un volume maximal annuel de prélèvement et une durée de validité ne pouvant excéder 10 ans ;

Considérant que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau ;

Considérant l'absence de remarque du pétitionnaire sur le projet d'arrêté ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires de Maine-et-Loire,

ARRÊTE

Titre I : OBJET DE LA DÉCLARATION

Article 1 : OBJET DE LA DÉCLARATION

Il est donné acte à l'**EARL FERME DE LA FOUGERAIE**, représentée par Monsieur Maxime POINCLOUX, de sa déclaration en application des articles L.214-1 et suivants du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, concernant :

N° IOTA	Objet	Géolocalisation (Coordonnées Lambert 93)		Section cadastrale	Commune
6306	Plan d'eau « La Hutaie »	X= 404 871	Y= 6 729 313	Section YR parcelle n°8	LOIRÉ
9347	Plan d'eau « Alix »	X= 404 355	Y= 6 772 960	Section YS parcelle n°15	

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre des articles L.214-1 et suivants du code de l'environnement. Les rubriques concernées visées à l'article R.214-1 du code de l'environnement sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêté de prescriptions générales correspondant
3.2.3.0-2°	Plan d'eau dont la superficie est supérieure à 0,1 ha et inférieure à 3ha	Déclaration	Non concerné

Article 2 : CARACTÉRISTIQUES DE L'OUVRAGE

Les caractéristiques des ouvrages sont les suivantes :

N° IOTA	Nom	Surface (m ²)	Volume (m ³)	Usages autorisés	Mode d'alimentation
6306	Plan d'eau « La Hutaie »	2 793	12 000	Irrigation	Nappe d'accompagnement et eaux de ruissellement
9347	Plan d'eau « Alix »	625	1 200	Irrigation	Nappe d'accompagnement et eaux de ruissellement

Masse d'eau superficielle : L'Argos et ses affluents depuis la source jusqu'à sa confluence avec l'Oudon (GR0524).

Titre II : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

Article 3 : PRESCRIPTIONS SPÉCIFIQUES

Le présent arrêté autorise l'exploitation des plans d'eau sur la base des prescriptions suivantes :

3-1 : Prélèvements autorisés

Le volume maximal annuel prélevé autorisé pour l'irrigation :

- à partir du plan d'eau « La Hutaie » IOTA n° 6306 est fixé à **14 440 m³**
- à partir du plan d'eau « Alix » IOTA n° 9347 est fixé à **1 200 m³**

Le prélèvement dans les plans d'eau est autorisé durant toute l'année sous réserve de se conformer aux mesures de limitation ou d'interdiction temporaire des usages de l'eau en cas de sécheresse ou de pénurie de la ressource en eau de la zone d'alerte superficielle du bassin versant de l'Oudon.

Le prélèvement dans ces plans d'eau sont soumis aux arrêtés préfectoraux de préservation de la ressource en eau en période d'étiage concernant la **zone d'Alerte n°1 « Oudon »** relative aux eaux superficielles.

3-2 : Modalités de remplissage

Les plans d'eau, situés dans les alluvions continentales fluviales, sont alimentés par :

- la nappe d'accompagnement ;
- les eaux de ruissellement.

3-3 : Installations de pompage

Chaque installation de pompage pour irrigation est équipée d'un compteur volumétrique.

Les moyens de mesure des volumes prélevés doivent être régulièrement entretenus, contrôlés et, si nécessaire, remplacés de façon à fournir en permanence une information fiable.

Le bénéficiaire de l'autorisation consigne sur un registre tenu à la disposition des agents de contrôle :

- les volumes prélevés mensuellement et annuellement et le relevé des index des compteurs volumétriques à la fin de chaque année civile ;
- les incidents survenus au niveau de l'exploitation et, selon le cas, au niveau de la mesure des volumes prélevés ou du suivi des grandeurs caractéristiques ;
- les entretiens, contrôles et remplacements des moyens de mesure et d'évaluation.

Tout prélèvement sur la ressource en eau doit être déclaré auprès de l'Agence de l'Eau qui perçoit la redevance prélèvement à partir d'un volume seuil (pour plus d'information, se référer au site internet de l'Agence de l'eau Loire-Bretagne).

3-4 : Vidange de l'ouvrage

La vidange est assurée par le dispositif de pompage pour l'irrigation des cultures. En cas de vidange en dehors de l'irrigation, l'exploitant informe le service chargé de la police de l'eau au moins quinze jours avant la date du début de la vidange et du début de la remise en eau.

3-5 : Exploitation, surveillance et l'entretien de l'ouvrage

L'exploitant est tenu d'entretenir le plan d'eau et ses abords, y compris la digue. La digue ne comporte aucune végétation ligneuse.

Tous les moyens sont mis en œuvre, dans le respect de l'environnement, pour le cas échéant, éradiquer les plantes exotiques envahissantes présentes dans le plan d'eau ou en contrôler l'expansion.

Hors entretien courant, le service chargé de la police de l'eau est tenu informé des dates de réalisation des opérations d'entretien significatives au moins quinze jours avant leur démarrage, sauf dans les cas où l'urgence impose une intervention immédiate.

En cas d'incident susceptible de provoquer une pollution accidentelle ou un désordre dans l'écoulement des eaux à l'aval ou à l'amont du site, l'exploitant prend immédiatement toutes les dispositions nécessaires, afin de limiter les effets sur le milieu ou sur l'écoulement des eaux et d'éviter qu'il ne se reproduise. Il informe également dans les meilleurs délais le service en charge de la police de l'eau et le maire de la commune concernée.

Article 4 : DURÉE DE L'AUTORISATION

L'autorisation telle que définie par le présent arrêté est accordée, à compter de sa notification, pour une **durée de 10 ans** renouvelable sous conditions du respect du présent arrêté et de ressources en eau satisfaisant les dispositions du SDAGE Loire-Bretagne et du SAGE Oudon en vigueur.

Article 5 : RENOUVELLEMENT DE L'AUTORISATION

La demande de renouvellement de la présente déclaration est adressée au préfet par le bénéficiaire six mois au moins avant la date d'expiration de cette autorisation.

Article 6 : MODIFICATIONS DES PRESCRIPTIONS

Si le déclarant veut obtenir la modification de certaines des prescriptions spécifiques applicables à l'installation, il en fait la demande au préfet, qui statue alors par arrêté.

Le silence gardé par l'administration pendant plus de trois mois sur la demande du déclarant vaut décision de rejet.

Titre III – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 7: CONFORMITÉ AU DOSSIER ET MODIFICATION

Les installations, objets du présent arrêté sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et contenu du dossier de demande de déclaration non contraire aux dispositions du présent arrêté.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initial doit être portée, avant sa réalisation à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Article 8: DÉCLARATION DES INCIDENTS OU ACCIDENTS

Dès qu'il en a connaissance, le bénéficiaire est tenu de déclarer au Préfet de Maine-et-Loire, les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures susceptibles d'être prescrites par le Préfet de Maine-et-Loire, le bénéficiaire est tenu de prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le bénéficiaire est responsable des accidents ou dommages imputables à l'utilisation de l'ouvrage ou de l'installation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité.

Article 9: TRANSMISSION DU BÉNÉFICE DE L'AUTORISATION

Si le bénéfice de l'autorisation est transmis à une autre personne, le nouveau bénéficiaire en fait la déclaration au préfet de Maine-et-Loire dans les trois mois conformément à l'article R.181-47 du code de l'environnement.

Article 10: ACCÈS AUX INSTALLATIONS ET EXERCICE DES MISSIONS DE POLICE

Les agents en charge des missions de contrôle au titre des articles L.216-3 et L.172-1 du code de l'environnement ont libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités relevant de la présente autorisation dans les conditions fixées par l'article L.181-16 du code de l'environnement. Ils peuvent demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Article 11: DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 12: PUBLICATION ET INFORMATION DES TIERS

L'arrêté sera affiché en mairie de LOIRÉ pendant une durée minimale d'un mois.

Ces informations seront mises à disposition du public sur le site internet de la préfecture de Maine-et-Loire durant une durée d'au moins quatre (4) mois.

Article 13 : AUTRES RÉGLEMENTATIONS

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 14 : VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du Code de l'environnement :

- Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;
- Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Article 15 : EXÉCUTION

Le directeur départemental des territoires de Maine-et-Loire, le Maire de la commune de LOIRÉ, le Chef du service départemental de l'Office Français de la Biodiversité et tout agent habilité à effectuer des contrôles sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ANGERS, le 26 juin 2024

Pour le Directeur départemental des territoires, par délégation,
La Cheffe de l'unité Protection et Police de l'Eau



Line TROUILLARD



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction départementale des territoires

Service Eau, Environnement et Biodiversité
Unité Protection et Police de l'Eau
Affaire suivie par Jacques LE MAT
Mail : jacques.le-mat@maine-et-loire.gouv.fr
Tél. : 02.41.86.66.50
Tél portable : 06.33.76.60.60
GUN 0100047611

RÉCÉPISSÉ DE DÉCLARATION

Le Préfet de Maine-et-Loire
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite
Chevalier des Palmes académiques

Vu le code de l'environnement ;

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du Bassin Loire Bretagne en vigueur ;

Vu l'arrêté préfectoral en vigueur donnant délégation de signature en matière d'administration générale à Monsieur Pierre Julien EYMARD, directeur départemental des territoires de Maine-et-Loire ;

Vu l'arrêté préfectoral en vigueur donnant subdélégation de signature en matière administrative à Madame Catherine GIBAUD, directrice départementale adjointe et à certains agents de la direction départementale des territoires de Maine-et-Loire ;

Vu le dossier de déclaration au titre des articles L.214-1 et suivants du code de l'environnement, déposé le 24 Mai 2024 par Monsieur le Président de la Communauté Urbaine Angers Loire Métropole concernant l'épandage des boues de lagune d'épuration de Soulaines-sur-Aubance sur le territoire de la commune de Soulaines-sur-Aubance ;

**Donne récépissé à : CU ANGERS LOIRE METROPOLE
83 RUE DU MAIL
49100 ANGERS**

de sa déclaration au titre des articles L.214-1 et suivants du code de l'environnement et lui notifie les prescriptions techniques générales. Les rubriques concernées visées à l'article R.214-1 du code de l'environnement sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
2.1.3.0-2°	Épandage de boues issues du traitement des eaux usées	Déclaration	Arrêté du 8 janvier 1998, modifié fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles pris en application du décret n° 97-1133 du 8 décembre 1997 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées

Les caractéristiques techniques de l'installation sont les suivantes :

- ✓ surface totale du plan d'épandage : 18,80 ha
- ✓ production de boues : 438 m³
- ✓ production de matières sèches : 30,66 tonnes
- ✓ production d'azote : 0,47 tonnes
- ✓ production de phosphore : 0,243 tonnes

Pendant le curage, des prélèvements seront effectués dans chaque bassin pour connaître les quantités réelles d'azote et de phosphore qui seront épandues.

En application de l'article R.214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée par le déclarant à l'ouvrage, à l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

En application de l'article R.214-40-3 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux et l'exercice de l'activité, objets de la déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi la déclaration sera caduque. En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente décision est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Nantes, 6 allée de l'Île Gloriette, 44041 Nantes cedex, par le pétitionnaire dans les deux mois à compter de la notification, et par les tiers dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Fait à ANGERS, le 13 Juin 2024

Pour le Directeur départemental des territoires, par délégation,
La Cheffe de l'unité Protection et Police de l'Eau,



Line TROUILLARD



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction départementale des territoires

Service Eau, Environnement et Biodiversité

Unité Protection et Police de l'Eau

Affaire suivie par Jacques LE MAT

Mail : jacques.le-mat@maine-et-loire.gouv.fr

Tél. : 02.41.86.66.50

Tél portable : 06.33.76.60.60

GUN N° 0100047681

RÉCÉPISSÉ DE DÉCLARATION

Le Préfet de Maine-et-Loire
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite
Chevalier des Palmes académiques

Vu le code de l'environnement ;

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du Bassin Loire Bretagne en vigueur ;

Vu l'arrêté préfectoral en vigueur donnant délégation de signature en matière d'administration générale à Monsieur Pierre Julien EYMARD, directeur départemental des territoires de Maine-et-Loire ;

Vu l'arrêté préfectoral en vigueur donnant subdélégation de signature en matière administrative à Madame Catherine GIBAUD, directrice départementale adjointe et à certains agents de la direction départementale des territoires de Maine-et-Loire ;

Vu le dossier de déclaration au titre des articles L.214-1 et suivants du code de l'environnement, déposé le 24 Mai 2024 par Monsieur le Président de la CC Vallées du Haut Anjou concernant l'épandage des boues de lagune d'épuration de Grez-Neuville sur le territoire de la commune de Grez-Neuville ;

**Donne récépissé à : CC Vallées du Haut Anjou
M. Le Président
Place Charles de Gaulle
49220 LE LION D'ANGERS**

de sa déclaration au titre des articles L.214-1 et suivants du code de l'environnement et lui notifie les prescriptions techniques générales. Les rubriques concernées visées à l'article R.214-1 du code de l'environnement sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
2.1.3.0-2°	Épandage de boues issues du traitement des eaux usées	Déclaration	Arrêté du 8 janvier 1998, modifié fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles pris en application du décret n° 97-1133 du 8 décembre 1997 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées

Les caractéristiques techniques de l'installation sont les suivantes :

- surface totale du plan d'épandage : 68,81 ha
- production de boues : 3244 m³
- production de matières sèches : 260 tonnes
- production d'azote : 4,5 tonnes
- production de phosphore : 2,1 tonnes

Pendant le curage, des prélèvements seront effectués dans chaque bassin pour connaître les quantités réelles d'azote et de phosphore qui seront épandues.

En application de l'article R.214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée par le déclarant à l'ouvrage, à l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

En application de l'article R.214-40-3 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux et l'exercice de l'activité, objets de la déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi la déclaration sera caduque. En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

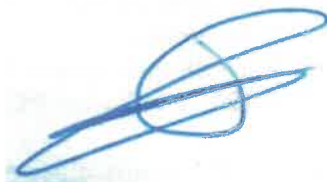
Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente décision est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Nantes, 6 allée de l'Île Gloriette, 44041 Nantes cedex, par le pétitionnaire dans les deux mois à compter de la notification, et par les tiers dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Fait à ANGERS, le 13 Juin 2024

Pour le Directeur départemental des territoires, par délégation,
La Cheffe de l'unité Protection et Police de l'Eau,



Line TROUILLARD



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction départementale des territoires

Service Eau, Environnement et Biodiversité

Unité Protection et Police de l'Eau

Affaire suivie par Jacques LE MAT

Mail : jacques.le-mat@maine-et-loire.gouv.fr

Tél. : 02.41.86.66.50

Tél portable : 06.33.76.60.60

GUN 0100046045

RÉCÉPISSÉ DE DÉCLARATION

Le Préfet de Maine-et-Loire
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite
Chevalier des Palmes académiques

Vu le code de l'environnement ;

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du Bassin Loire Bretagne en vigueur ;

Vu l'arrêté préfectoral en vigueur donnant délégation de signature en matière d'administration générale à Monsieur Pierre Julien EYMARD, directeur départemental des territoires de Maine-et-Loire ;

Vu l'arrêté préfectoral en vigueur donnant subdélégation de signature en matière administrative à Madame Catherine GIBAUD, directrice départementale adjointe et à certains agents de la direction départementale des territoires de Maine-et-Loire ;

Vu le dossier de déclaration au titre des articles L.214-1 et suivants du code de l'environnement, déposé le 30 Avril 2024 par Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire concernant l'épandage des boues de lagune d'épuration de Neuillé sur le territoire de la commune de Neuillé ;

**Donne récépissé à : CA SAUMUR VAL DE LOIRE
11 RUE DU MARECHAL LECLERC
49400 SAUMUR**

de sa déclaration au titre des articles L.214-1 et suivants du code de l'environnement et lui notifie les prescriptions techniques générales. Les rubriques concernées visées à l'article R.214-1 du code de l'environnement sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
2.1.3.0-2°	Épandage de boues issues du traitement des eaux usées	Déclaration	Arrêté du 8 janvier 1998, modifié fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles pris en application du décret n° 97-1133 du 8 décembre 1997 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées

Les caractéristiques techniques de l'installation sont les suivantes :

- surface totale du plan d'épandage : 18,47 ha
- production de boues : 654 m³
- production de matières sèches : 63 tonnes
- production d'azote : 0,934 tonnes
- production de phosphore : 0,722 tonnes

Pendant le curage, des prélèvements seront effectués dans chaque bassin pour connaître les quantités réelles d'azote et de phosphore qui seront épandues.

En application de l'article R.214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée par le déclarant à l'ouvrage, à l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

En application de l'article R.214-40-3 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux et l'exercice de l'activité, objets de la déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi la déclaration sera caduque. En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

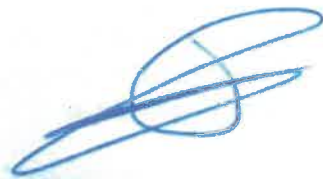
Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente décision est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Nantes, 6 allée de l'Île Gloriette, 44041 Nantes cedex, par le pétitionnaire dans les deux mois à compter de la notification, et par les tiers dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Fait à ANGERS, le 13 Juin 2024

Pour le Directeur départemental des territoires, par délégation,
La Cheffe de l'unité Protection et Police de l'Eau,



Line TROUILLARD



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction départementale des territoires

Service Eau, Environnement et Biodiversité
Unité Protection et Police de l'Eau
Affaire suivie par Jacques LE MAT
Mail : jacques.le-mat@maine-et-loire.gouv.fr
Tél. : 02.41.86.66.50
Tél portable : 06.33.76.60.60
GUN 0100046505

RÉCÉPISSÉ DE DÉCLARATION

Le Préfet de Maine-et-Loire
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite
Chevalier des Palmes académiques

Vu le code de l'environnement ;

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du Bassin Loire Bretagne en vigueur ;

Vu l'arrêté préfectoral en vigueur donnant délégation de signature en matière d'administration générale à Monsieur Pierre Julien EYMARD, directeur départemental des territoires de Maine-et-Loire ;

Vu l'arrêté préfectoral en vigueur donnant subdélégation de signature en matière administrative à Madame Catherine GIBAUD, directrice départementale adjointe et à certains agents de la direction départementale des territoires de Maine-et-Loire ;

Vu le dossier de déclaration au titre des articles L.214-1 et suivants du code de l'environnement, déposé le 06 Mai 2024 par Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire concernant l'épandage des boues de lagune d'épuration de Grézillé sur le territoire de la commune de Gennes-Val-de-Loire ;

**Donne récépissé à : CA SAUMUR VAL DE LOIRE
11 RUE DU MARECHAL LECLERC
49400 SAUMUR**

de sa déclaration au titre des articles L.214-1 et suivants du code de l'environnement et lui notifie les prescriptions techniques générales. Les rubriques concernées visées à l'article R.214-1 du code de l'environnement sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
2.1.3.0-2°	Épandage de boues issues du traitement des eaux usées	Déclaration	Arrêté du 8 janvier 1998, modifié fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles pris en application du décret n° 97-1133 du 8 décembre 1997 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées

Les caractéristiques techniques de l'installation sont les suivantes :

- surface totale du plan d'épandage : 21,84 ha
- production de boues : 1160 m³
- production de matières sèches : 104,4 tonnes
- production d'azote : 0,53 tonnes
- production de phosphore : 0,43 tonnes

Pendant le curage, des prélèvements seront effectués dans chaque bassin pour connaître les quantités réelles d'azote et de phosphore qui seront épandues.

En application de l'article R.214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée par le déclarant à l'ouvrage, à l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

En application de l'article R.214-40-3 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux et l'exercice de l'activité, objets de la déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi la déclaration sera caduque. En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente décision est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Nantes, 6 allée de l'Île Gloriette, 44041 Nantes cedex, par le pétitionnaire dans les deux mois à compter de la notification, et par les tiers dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Fait à ANGERS, le 13 Juin 2024

Pour le Directeur départemental des territoires, par délégation,
La Cheffe de l'unité Protection et Police de l'Eau,



Line TROUILLARD

Service Eau, Environnement et Biodiversité
Unité Protection et Police de l'Eau
Affaire suivie par Jacques LE MAT
Mail : jacques.le-mat@maine-et-loire.gouv.fr
Tél. : 02.41.86.66.50

Tél portable : 06.33.76.60.60
GUN 0100047543

RÉCÉPISSÉ DE DÉCLARATION

Le Préfet de Maine-et-Loire
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite
Chevalier des Palmes académiques

Vu le code de l'environnement ;

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du Bassin Loire Bretagne en vigueur ;

Vu l'arrêté préfectoral en vigueur donnant délégation de signature en matière d'administration générale à Monsieur Pierre Julien EYMARD, directeur départemental des territoires de Maine-et-Loire ;

Vu l'arrêté préfectoral en vigueur donnant subdélégation de signature en matière administrative à Madame Catherine GIBAUD, directrice départementale adjointe et à certains agents de la direction départementale des territoires de Maine-et-Loire ;

Vu le dossier de déclaration au titre des articles L.214-1 et suivants du code de l'environnement, déposé le 23 Mai 2024 par Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire concernant l'épandage des boues de lagune d'épuration de Brézé sur le territoire de la commune de Bellevigne-Les-Châteaux;

**Donne récépissé à : CA SAUMUR VAL DE LOIRE
11 RUE DU MARECHAL LECLERC
49400 SAUMUR**

de sa déclaration au titre des articles L.214-1 et suivants du code de l'environnement et lui notifie les prescriptions techniques générales. Les rubriques concernées visées à l'article R.214-1 du code de l'environnement sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
2.1.3.0-2°	Épandage de boues issues du traitement des eaux usées	Déclaration	Arrêté du 8 janvier 1998, modifié fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles pris en application du décret n° 97-1133 du 8 décembre 1997 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées

Les caractéristiques techniques de l'installation sont les suivantes :

- surface totale du plan d'épandage : 35,39 ha
- production de boues : 2344 m³
- production de matières sèches : 117,2 tonnes
- production d'azote : 1,26 tonnes
- production de phosphore : 1,41 tonnes

Pendant le curage, des prélèvements seront effectués dans chaque bassin pour connaître les quantités réelles d'azote et de phosphore qui seront épandues.

En application de l'article R.214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée par le déclarant à l'ouvrage, à l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

En application de l'article R.214-40-3 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux et l'exercice de l'activité, objets de la déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi la déclaration sera caduque. En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente décision est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Nantes, 6 allée de l'île Gloriette, 44041 Nantes cedex, par le pétitionnaire dans les deux mois à compter de la notification, et par les tiers dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Fait à ANGERS, le 13 Juin 2024

Pour le Directeur départemental des territoires, par délégation,
La Cheffe de l'unité Protection et Police de l'Eau,

A blue ink signature, appearing to be 'Line TROUILLARD', written in a cursive, stylized script.

Line TROUILLARD



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires**

Service Eau, Environnement et Biodiversité

Unité Protection et Police de l'Eau

Affaire suivie par Jacques LE MAT

Mail : jacques.le-mat@maine-et-loire.gouv.fr

Tél. : 02.41.86.66.50

Tél portable : 06.33.76.60.60

GUN : 0100046132

RÉCÉPISSÉ DE DÉCLARATION

Le Préfet de Maine-et-Loire
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite
Chevalier des Palmes académiques

Vu le code de l'environnement ;

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du Bassin Loire Bretagne en vigueur ;

Vu l'arrêté préfectoral en vigueur donnant délégation de signature en matière d'administration générale à Monsieur Pierre Julien EYMARD, directeur départemental des territoires de Maine-et-Loire ;

Vu l'arrêté préfectoral en vigueur donnant subdélégation de signature en matière administrative à Madame Catherine GIBAUD, directrice départementale adjointe et à certains agents de la direction départementale des territoires de Maine-et-Loire ;

Vu le dossier de déclaration au titre des articles L.214-1 et suivants du code de l'environnement, déposé le 02 Mai 2024 par Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire concernant l'épandage des boues de lagune d'épuration de Louerre sur le territoire de la commune de Tuffalun

**Donne récépissé à : CA SAUMUR VAL DE LOIRE
11 RUE DU MARECHAL LECLERC
49400 SAUMUR**

de sa déclaration au titre des articles L.214-1 et suivants du code de l'environnement et lui notifie les prescriptions techniques générales. Les rubriques concernées visées à l'article R.214-1 du code de l'environnement sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
2.1.3.0-2°	Épandage de boues issues du traitement des eaux usées	Déclaration	Arrêté du 8 janvier 1998, modifié fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles pris en application du décret n° 97-1133 du 8 décembre 1997 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées

Les caractéristiques techniques de l'installation sont les suivantes :

- surface totale du plan d'épandage : 25,24 ha
- production de boues : 1290 m³
- production de matières sèches : 64,5 tonnes
- production d'azote : 0,81 tonnes
- production de phosphore : 0,51 tonnes

Pendant le curage, des prélèvements seront effectués dans chaque bassin pour connaître les quantités réelles d'azote et de phosphore qui seront épandues.

En application de l'article R.214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée par le déclarant à l'ouvrage, à l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

En application de l'article R.214-40-3 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux et l'exercice de l'activité, objets de la déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi la déclaration sera caduque. En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente décision est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Nantes, 6 allée de l'île Gloriette, 44041 Nantes cedex, par le pétitionnaire dans les deux mois à compter de la notification, et par les tiers dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Fait à ANGERS, le 13 Juin 2024

Pour le directeur départemental des territoires, par délégation,

La Cheffe de l'unité Protection et Police de l'Eau,

A blue ink signature, appearing to be 'Line TROUILLARD', written in a cursive style.

Line TROUILLARD



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires**

Service Eau Environnement et Biodiversité

Unité Protection et Police de l'Eau

Affaire suivie par Guillaume SALVIAC

Tél. : 02.41.86.62.46

Mel. : guillaume.salviac@maine-et-loire.gouv.fr

réf : 21201v2

RECEPISSÉ DE DÉCLARATION

Le Préfet de Maine-et-Loire
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite
Chevalier des Palmes Académiques

Vu le code de l'environnement ;

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du Bassin Loire-Bretagne en vigueur ;

Vu le porter à connaissance déposé le 3 avril 2024 et modifié le 4 juin 2024 par la commune de Bécon-les-Granits, relatif au remplacement du pont du chemin de Brisatre (rivière de la Romme) par un pont cadre, au titre des articles L214-1 à L214-6 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral en vigueur donnant délégation de signature en matière administrative à Monsieur Pierre-Julien EYMARD, Directeur départemental des territoires de Maine-et-Loire ;

Vu l'arrêté préfectoral en vigueur donnant subdélégation de signature en matière administrative à Madame Catherine GUIBAUD, Directrice départementale adjointe des territoires de Maine-et-Loire, et à certains agents de la direction départementale des territoires de Maine-et-Loire ;

Considérant l'étude hydraulique pour le dimensionnement des ouvrages ;

Donne récépissé à : Mairie de Bécon-les-Granits
10, rue de Cholet
49370 BÉCON-LES-GRANITS

de sa déclaration au titre des articles L.214-1 et suivants du code de l'environnement.

Les rubriques concernées visées à l'article R.214-1 du code de l'environnement sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
31.2.0 - 2°	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m.	Déclaration	Arrêté du 28 novembre 2007

Ce récépissé annule et remplace celui en date du 22 avril 2024.

Les caractéristiques des ouvrages sont les suivantes :

Pont du chemin de Brisatre :

- Coordonnées Lambert 1993 : X : 414 155 ; Y : 6 717 461
- Masse d'eau superficielle : La Romme (FRGR0532)
- Pont cadre en béton (largeur 4,50 m X hauteur 2,00 m) de 6 m de longueur, équipé de deux tablettes « passage à petite faune »
- Ouvrage annexe (ruisseau du Tremblaye) : remplacement d'une buse ø400 par une buse ø800 d'une longueur de 9,40 m.

En application de l'article R.214-40 du Code de l'environnement, toute modification apportée par le déclarant à l'ouvrage, l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente décision est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Nantes, 6 allée de l'Île Gloriette, 44041 Nantes cedex, par le pétitionnaire dans les deux mois à compter de la notification, et par les tiers dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision. Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Fait à ANGERS, le 13 juin 2024

Le directeur départemental des territoires et par délégation,
La Cheffe de l'unité Protection et Police de l'Eau,



Line TROUILLARD



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires**

Service Eau Environnement et Biodiversité
Unité Protection et Police de l'Eau

Affaire suivie par Guillaume SALVIAC
Tél. : 02.41.86.62.46
Réf : 49-2024-00053
PE n° 244479355

**ACCUSÉ DE RÉCEPTION DE DÉCLARATION D'EXISTENCE
PAR BÉNÉFICE DE L'ANTÉRIORITÉ**

Le Préfet de Maine-et-Loire
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite
Chevalier des Palmes Académiques

Vu le Code de l'environnement ;

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du Bassin Loire-Bretagne en vigueur ;

Vu la fiche de déclaration d'un plan d'eau existant, déposée le 9 avril 2024 sur la plate forme Démarches Simplifiées (n°17304291), par Monsieur BENETEAU Marcel (mandataire) agissant pour le compte de Monsieur ROBINEAU Philippe (déclarant), relative à la déclaration d'un plan d'eau situé sur la parcelle cadastrée 243AC n°13 de la commune de Beaupréau-en-Mauges, réalisé en 2004, au titre des articles L214-1 à L214-6 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral en vigueur donnant délégation de signature en matière administrative à Monsieur Pierre-Julien EYMARD, Directeur départemental des territoires de Maine-et-Loire ;

Vu l'arrêté préfectoral en vigueur donnant subdélégation de signature en matière administrative à Madame Catherine GIBAUD, directrice adjointe départementale des territoires de Maine-et-Loire et à certains agents de la direction départementale des territoires de Maine-et-Loire ;

Donne récépissé à :

**Monsieur Philippe ROBINEAU
802 La Grande Richaudière
LA POITEVINIERE
49510 BEAUPREAU-EN-MAUGES**

de sa déclaration au titre des articles L.214-1 et suivants du Code de l'environnement. Les rubriques concernées visées à l'article R.214-1 du Code de l'environnement sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
3.2.3.0 - 2°	Plan d'eau dont la superficie est supérieure à 0,1 ha et inférieure à 3ha	Déclaration	Non concerné

Caractéristiques principales de l'ouvrage :

Commune	BEAUPREAU-EN-MAUGES	
Commune déléguée	LA POITEVINIERE	
Objet	Plan d'eau «La Grande Richaudière	
Références cadastrales	Section 243 AC	N° 13
Coordonnées Lambert 93	x=407815	y=6689082
Masse d'eau	L'Evre depuis la source jusqu'à Beaupréau (GR0533)	
Superficie cumulée	5950 m2	
Volume estimatif	12 000 m3	
Alimentation	Ruissellement, source, nappe	
Usage	Loisirs (agrément, pêche)	

L'exploitation des plans d'eau respectera les prescriptions suivantes :

- **Aucun prélèvement à usage non domestique n'est autorisé dans ce plan d'eau,**
- Tous les moyens sont mis en œuvre, dans le respect de l'environnement, pour éradiquer les plantes exotiques envahissantes présentes dans le plan d'eau ou en contrôler l'expansion,
- En cas de vidange, l'exploitant informe le service chargé de la police de l'eau au moins quinze jours avant la date du début de la vidange et du début de la remise en eau,
- Le dispositif de vidange doit permettre la maîtrise et la régulation des débits, la surverse des eaux de fond et la limitation de départ des sédiments,
- Pour réduire la mobilisation et l'entraînement des sédiments à l'aval du plan d'eau, le débit de vidange est contrôlé par manœuvre et surveillance des organes de vidange afin de limiter la vitesse d'abaissement du niveau d'eau du plan d'eau, voire d'arrêter momentanément la vidange,
- La vidange est conduite de manière à permettre la récupération de tous les poissons et crustacés entraînés par le flux, afin d'éviter le passage des espèces indésirables dans le milieu récepteur. Les individus des espèces susceptibles de provoquer des déséquilibres biologiques et des espèces exotiques envahissantes sont détruits dans les meilleurs délais. Les plantes exotiques envahissantes sont détruites par des moyens adaptés et respectueux des enjeux environnementaux, notamment par curage, par mise à sec prolongée ou par des techniques spécifiques,
- En cas de repoissonnement, l'introduction de poissons doit provenir de piscicultures agréées en application de l'article L. 432-12 du Code de l'environnement et respecter les dispositions de l'article L. 432-10 du même code, relatives aux interdictions et aux contrôles des peuplements ainsi que l'ensemble des dispositions sanitaires applicables.

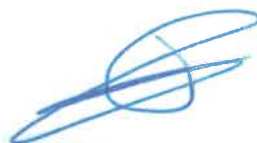
En application de l'article R.214-40 du Code de l'environnement, toute modification apportée par le déclarant à l'ouvrage, l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente décision est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Nantes, 6 allée de l'Île Gloriette, 44041 Nantes cedex, par le pétitionnaire dans les deux mois à compter de la notification, et par les tiers dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision. Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Fait à ANGERS, le 13 juin 2024

Pour le Directeur départemental des territoires, par délégation,
La Cheffe de l'unité Protection et Police de l'Eau,

A handwritten signature in blue ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke.

Line TROUILLARD

Service Eau Environnement et Biodiversité
Unité Protection et Police de l'Eau
Affaire suivie par Guillaume SALVIAC
Tél. : 02 41.86.62.46

Procédures : 49-2024-00105 /49-2023-00193
iotas: 21083/21212

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DDT49-SEEB-PPE- 2024 n° 033

portant prescriptions spécifiques à déclaration en application de l'article L 214-1 du code de l'environnement, concernant un plan d'eau et un forage existants situés au lieu-dit « La Reauté » sur la commune de La Salle-et-Chapelle-Aubry, commune déléguée de MONTREVAULT-SUR-EVRE

Le Préfet de Maine-et-Loire
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite
Chevalier des Palmes académiques

Vu le code de l'environnement ;

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du Bassin Loire-Bretagne en vigueur ;

Vu le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Evre-Thau-Saint Denis en vigueur ;

Vu l'accusé de réception de déclaration d'existence par bénéfice d'antériorité en date du 23 juin 2023 concernant le plan d'eau situé sur la parcelle cadastrée D n°445 à La Salle-et-Chapelle-Aubry, enregistré sous le numéro iota 21083 au nom de l'EARL DE LA REAUTE ;

Vu la fiche contact relative à un ouvrage existant de prélèvement dans les eaux souterraines (forage) situé sur la parcelle cadastrée D n°454 à La Salle-et-Chapelle-Aubry, déposée le 7 juillet 2023 au nom de l'EARL DE LA REAUTE ;

Vu l'arrêté préfectoral en vigueur donnant délégation de signature en matière administrative à Monsieur Pierre-Julien EYMARD, directeur départemental des territoires de Maine-et-Loire ;

Vu l'arrêté préfectoral en vigueur portant subdélégation de signature en matière administrative à Madame Catherine GIBAUD, directrice départementale adjointe des territoires de Maine-et-Loire, et à certains agents de la direction départementale des territoires de Maine-et-Loire ;

Vu la notification au pétitionnaire du projet d'arrêté en date du 31 mai 2024 ;

Considérant le plan de récolement du forage déposé le 13 mars 2024 (comportant une inspection camera du forage, la coupe technique réelle de l'ouvrage et la coupe géologique interprétée) ;

Considérant l'étude bathymétrique du plan d'eau déposée le 23 avril 2024, précisant sa surface et son volume ;

Considérant que l'usage pour irrigation du plan d'eau IOTA n°21083 peut être reconnu dans sa configuration actuelle ;

Considérant la date de création du forage en 1997 et le volume maximal annuel prélevé inférieur au seuil redevable de l'Agence de l'eau Loire Bretagne (redevance prélèvement pour irrigation) ;

Considérant que le bassin du Pont-Laurent est concerné par la disposition 7B3 du SDAGE Loire Bretagne qui plafonne au niveau actuel les prélèvements en période de basses eaux dans les nappes souterraines contribuant à l'alimentation des cours d'eau ou des zones humides ;

Considérant l'antériorité du prélèvement existant à la mise en application de la disposition 7B3 du SDAGE ;

Considérant qu'en application de la disposition 7A6 du SDAGE, les autorisations existantes de prélèvement doivent être révisées pour fixer un volume maximal annuel de prélèvement et une durée de validité ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires de Maine-et-Loire,

ARRÊTE :

Titre I : OBJET DE LA DÉCLARATION

Article 1 : Objet de la déclaration

Il est donné acte à l'**EARL DE LA REAUTE** de sa déclaration en application des articles L.214-1 et suivants du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, concernant :

N° IOTA	Objet	Coordonnées Lambert 93	Commune
21083	Plan d'eau (parcelle D445)	X = 398 453 Y = 6 690 328	MONTREVAULT-SUR-EVRE (La Salle et Chapelle Aubry)
21212	Forage (parcelle D454)	X=398 570 Y=6 690 404	

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre des articles L.214-1 et suivants du code de l'environnement.

Les rubriques concernées visées à l'article R.214-1 du code de l'environnement sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêté de prescriptions générales correspondant
3.2.3.0-2°	Plan d'eau permanent ou non d'une superficie supérieure à 1000 m ² mais inférieure à 3ha.	Déclaration	Non concerné
1.1.1.0	Sondage, forage, ouvrage en vue d'effectuer un prélèvement dans les eaux souterraines	Déclaration	

L'accusé de réception de déclaration d'existence par bénéfice d'antériorité en date du 23 juin 2023 est abrogé et remplacé par les prescriptions du présent arrêté.

Article 2 : Caractéristiques des ouvrages

Les caractéristiques des ouvrages sont les suivantes :

2-1 Plan d'eau

N° IOTA	Nom	Surface (m ²)	Volume estimé (m ³)	Usage	Mode d'alimentation
21083	La Réauté	2 500	5 700	Irrigation	Ruissellement, (source), et forage

Masse d'eau superficielle : *Le Pont Laurent et ses affluents* (FRGR2176)

2-2 Forage

IOTA	Nappe captée	Profondeur	Capacité maximale de prélèvement	Volume maximal annuel	Usage
21212	Socle métamorphique	72 m	15 m ³ /h	7 000 m ³	Irrigation indirecte

Masse d'eau souterraine : *Bassin versant de l'Evre* (FRGG023)

Titre II : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

Article 3 : Prescriptions spécifiques

Le présent arrêté autorise l'exploitation des ouvrages sur la base des prescriptions suivantes :

3-1 Prélèvement autorisé

Le volume annuel maximal prélevable autorisé pour l'irrigation est limité à **12 700 m³**.

Ce volume correspond à la capacité de stockage hivernal du plan d'eau (**5 700 m³**), qui peut être complétée par prélèvement à partir du forage (iota n°21212) pour un volume de **7 000 m³**.

3-2 Modalités de remplissage du plan d'eau

Le remplissage du plan d'eau se fait par ruissellement diffus (et source probable).

Le remplissage du plan d'eau est également autorisé à partir du forage (iota n°21212) dans la limite de 7000 m³, sauf en cas de restriction de prélèvement par arrêtés préfectoraux de préservation de la ressource en eau en période d'étiage, concernant la **zone d'Alerte n°10 «Evre »** relative aux eaux souterraines.

3-3 Installations de pompage

Les installations de pompage sont équipées d'un compteur volumétrique.

Les moyens de mesure des volumes prélevés doivent être régulièrement entretenus, contrôlés et, si nécessaire, remplacés de façon à fournir en permanence une information fiable.

Le bénéficiaire de l'autorisation consigne sur un registre tenu à la disposition des agents de contrôle :

- les volumes prélevés mensuellement et annuellement et le relevé des index des compteurs volumétriques à la fin de chaque année civile ;
- les incidents survenus au niveau de l'exploitation et, selon le cas, au niveau de la mesure des volumes prélevés ou du suivi des grandeurs caractéristiques ;
- les entretiens, contrôles et remplacements des moyens de mesure et d'évaluation.

Tout prélèvement sur la ressource en eau doit être déclaré auprès de l'Agence de l'eau qui perçoit la redevance prélèvement à partir d'un volume seuil (pour plus d'information, se référer au site internet de l'Agence de l'eau Loire-Bretagne).

3-4 Sécurité de l'ouvrage (déversoir de crue)

Pour les plans d'eau susceptibles de subir une montée en charge, les digues sont munies d'un dispositif de déversoir de crue. Ce dernier est conçu de façon à résister à une surverse et est dimensionné de façon à évacuer au minimum une crue centennale et le débit maximal d'alimentation. La surverse ne cause aucun désordre ni à l'ouvrage ni aux biens et personnes situés à l'aval du site.

Les déversoirs de crue fonctionnent à écoulement libre et comportent un dispositif de dissipation de l'énergie pour la protection de l'ouvrage et des berges du cours d'eau récepteur.

3-5 Vidange du plan d'eau

La vidange est assurée par le dispositif de pompage pour l'irrigation des cultures.

3-6 Exploitation, surveillance et entretien du plan d'eau

L'exploitant est tenu d'entretenir le plan d'eau et ses abords, y compris la digue. La digue ne comporte aucune végétation ligneuse.

Tous les moyens sont mis en œuvre, dans le respect de l'environnement, pour le cas échéant, éradiquer les plantes exotiques envahissantes présentes dans le plan d'eau ou en contrôler l'expansion.

Hors entretien courant, le service chargé de la police de l'eau est tenu informé des dates de réalisation des opérations d'entretien significatives au moins quinze jours avant leur démarrage, sauf dans les cas où l'urgence impose une intervention immédiate.

En cas d'incident susceptible de provoquer une pollution accidentelle ou un désordre dans l'écoulement des eaux à l'aval ou à l'amont du site, l'exploitant prend immédiatement toutes les dispositions nécessaires, afin de limiter les effets sur le milieu ou sur l'écoulement des eaux et d'éviter qu'il ne se reproduise. Il informe également dans les meilleurs délais le service en charge de la police de l'eau et le maire de la commune concernée.

Article 4 Durée de l'autorisation

L'autorisation de prélèvement telle que définie par le présent arrêté est accordée, à compter de sa notification, pour une durée de **10 ans**.

Article 5 : Renouvellement de l'autorisation

La demande de renouvellement de la présente déclaration est adressée au préfet par le bénéficiaire six mois au moins avant la date d'expiration de cette autorisation.

Article 6 : Modifications des prescriptions

Si le déclarant veut obtenir la modification de certaines des prescriptions spécifiques applicables à l'installation, il en fait la demande au préfet qui statue alors par arrêté.

Le silence gardé par l'administration pendant plus de trois mois sur la demande du déclarant vaut décision de rejet.

Titre III – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 7 : Conformité au dossier et modifications

Les installations, objets du présent arrêté, sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et contenu du dossier de demande de déclaration non contraire aux dispositions du présent arrêté.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initial doit être portée, avant sa réalisation à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Article 8 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 9 : Autres réglementations

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 10 : Publication et information des tiers

L'arrêté sera affiché en Mairie de MONTREVAULT-SUR-EVRE pendant une durée minimale d'un mois. Ces informations seront mises à disposition du public sur le site internet de la préfecture de Maine-et-Loire durant une durée d'au moins six mois.

Article 11 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

- Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;
- Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1^o et 2^o.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Article 12 : Exécution

Le directeur départemental des territoires de Maine-et-Loire,
Le Maire de la commune de MONTREVAULT-SUR-EVRE,
Le Chef du service départemental de l'Office Français de la Biodiversité,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ANGERS, le 13 juin 2024

Pour le directeur départemental des territoires, par délégation,
la Cheffe de l'unité Protection et Police de l'Eau,



Line TROUILLARD



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction départementale des territoires

Service Eau Environnement et Biodiversité
Unité Protection et Police de l'Eau
Affaire suivie par Jacques LE MAT
Mail : jacques.le-mat@maine-et-loire.gouv.fr
Tél. : 02.41.86.66.50
Tél portable : 06.33.76.60.60

Procédure : GUN 0100046503

RÉCÉPISSÉ DE DÉCLARATION

Le Préfet de Maine-et-Loire
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite
Chevalier des Palmes académiques

Vu le code de l'environnement ;

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du Bassin LoireBretagne en vigueur ;

Vu l'arrêté préfectoral en vigueur donnant délégation de signature en matière d'administration générale à Monsieur Pierre Julien EYMARD, directeur départemental des territoires de Maine-et-Loire ;

Vu l'arrêté préfectoral en vigueur donnant subdélégation de signature en matière administrative à Madame Catherine GIBAUD, directrice départementale adjointe et à certains agents de la direction départementale des territoires de Maine-et-Loire ;

Vu le dossier de déclaration au titre des articles L.214-1 et suivants du code de l'environnement, déposé le 07 Mai 2024 par Monsieur le Président de la Communauté Urbaine Angers Loire Métropole concernant l'épandage des boues de la lagune d'épuration de Saint-Léger-des-Bois sur le territoire de la commune de Saint-Léger-de-Linières ;

**Donne récépissé à : CU ANGERS LOIRE METROPOLE
83 RUE DU MAIL
49100 ANGERS**

de sa déclaration au titre des articles L.214-1 et suivants du code de l'environnement et lui notifie les prescriptions techniques générales. Les rubriques concernées visées à l'article R.214-1 du code de l'environnement sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
2.1.3.0-2°	Épandage de boues issues du traitement des eaux usées	Déclaration	Arrêté du 8 janvier 1998, modifié fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles pris en application du décret n° 97-1133 du 8 décembre 1997 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées

Les caractéristiques techniques de l'installation sont les suivantes :

- surface totale du plan d'épandage : 87,73 ha
- production de boues : 3629 m³
- production de matières sèches : 318 tonnes
- production d'azote : 6,832 tonnes
- production de phosphore : 2,798 tonnes

Pendant le curage, des prélèvements seront effectués dans chaque bassin pour connaître les quantités réelles d'azote et de phosphore qui seront épandues.

En application de l'article R.214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée par le déclarant à l'ouvrage, à l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

En application de l'article R.214-40-3 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux et l'exercice de l'activité, objets de la déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi la déclaration sera caduque. En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente décision est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Nantes, 6 allée de l'île Gloriette, 44041 Nantes cedex, par le pétitionnaire dans les deux mois à compter de la notification, et par les tiers dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Fait à ANGERS, le 13 Juin 2024

Pour le directeur départemental des territoires, par délégation,
La cheffe de l'unité Protection et Police de l'Eau,

A blue ink signature, appearing to be 'Line TROUILLARD', written over a light blue circular stamp.

Line TROUILLARD



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction départementale des territoires

Service Eau Environnement et Biodiversité

Unité Protection et Police de l'Eau

Affaire suivie par Jacques LE MAT

jacques.le-mat@maine-et-loire.gouv.fr

Tél. : 02.41.86.66.50

Tél portable : 06.33.76.60.60

Procédure : GUN 0100046046

RÉCÉPISSÉ DE DÉCLARATION

Le Préfet de Maine-et-Loire
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite
Chevalier des Palmes académiques

Vu le code de l'environnement ;

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du Bassin Loire Bretagne en vigueur ;

Vu l'arrêté préfectoral en vigueur donnant délégation de signature en matière d'administration générale à Monsieur Pierre Julien EYMARD, Directeur départemental des territoires de Maine-et-Loire ;

Vu l'arrêté préfectoral en vigueur donnant subdélégation de signature en matière administrative à Madame Catherine GIBAUD, directrice départementale adjointe et à certains agents de la direction départementale des territoires de Maine-et-Loire ;

Vu le dossier de déclaration au titre des articles L.214-1 et suivants du code de l'environnement, déposé le 30 Avril 2024 par Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, concernant l'épandage des boues de la lagune d'épuration de Vernoil sur le territoire de la commune de Vernoil Le Fourrier ;

**Donne récépissé à : CA SAUMUR VAL DE LOIRE
11 RUE DU MARECHAL LECLERC
49400 SAUMUR**

de sa déclaration au titre des articles L.214-1 et suivants du code de l'environnement et lui notifie les prescriptions techniques générales. Les rubriques concernées visées à l'article R.214-1 du code de l'environnement sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
2.1.3.0-2°	Épandage de boues issues du traitement des eaux usées	Déclaration	Arrêté du 8 janvier 1998, modifié fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles pris en application du décret n° 97-1133 du 8 décembre 1997 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées

Les caractéristiques techniques de l'installation sont les suivantes :

- surface totale du plan d'épandage : 38,11 ha
- production de boues : 1856 m³
- production de matières sèches : 129 tonnes
- production d'azote : 1,557 tonnes
- production de phosphore : 0,963 tonnes

Pendant le curage, des prélèvements seront effectués dans chaque bassin pour connaître les quantités réelles d'azote et de phosphore qui seront épandues.

En application de l'article R.214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée par le déclarant à l'ouvrage, à l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

En application de l'article R.214-40-3 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux et l'exercice de l'activité, objets de la déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi la déclaration sera caduque. En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente décision est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Nantes, 6 allée de l'Île Gloriette, 44041 Nantes cedex, par le pétitionnaire dans les deux mois à compter de la notification, et par les tiers dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Fait à ANGERS, le 13 Juin 2024

Pour le directeur départemental des territoires, par délégation,
La cheffe de l'unité Protection et Police de l'Eau,

A blue ink signature, appearing to be 'Line Trouillard', written in a cursive style.

Line TROUILLARD

Service Eau Environnement et Biodiversité
Unité Protection et Police de l'Eau
Affaire suivie par Laurent DOUSSET
Tél. : 02.41.86.66.45

Procédure : 0100042638
IOTA : 21194

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DDT49-SEEB-PPE-2024 n°032
portant prescriptions spécifiques à déclaration, en application de l'article L. 214-1 du Code
de l'environnement, concernant la création d'un forage situé au
1744, route d'Andigné sur la commune du LION-D'ANGERS

Le Préfet de Maine-et-Loire
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite
Chevalier des Palmes Académiques

Vu le Code de l'environnement ;

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du Bassin Loire-Bretagne en vigueur ;

Vu la demande déposée au titre de l'article L 214-3 du Code de l'environnement reçue par télédéclaration le 14 mars 2024 et complétée le 19 avril 2024, par l'Entreprise Individuelle (EI) **David BERNIER**, enregistrée sous le numéro **2024-0100042638**, concernant un projet de création d'un forage à usage d'abreuvement de chevaux et d'arrosage de pistes équestres, sur la parcelle cadastrale B n°758, situé au 1744, route d'Andigné sur la commune du LION-D'ANGERS ;

Vu l'arrêté préfectoral en vigueur donnant délégation de signature en matière administrative à Monsieur Pierre-Julien EYMARD, directeur départemental des territoires de Maine-et-Loire ;

Vu l'arrêté préfectoral en vigueur portant subdélégation de signature en matière administrative à Madame Catherine GIBAUD, directrice départementale adjointe des territoires de Maine-et-Loire, et à certains agents de la direction départementale des territoires de Maine-et-Loire ;

Vu la notification au pétitionnaire du projet d'arrêté en date du 15 mai 2024 ;

Considérant que le projet de forage est situé en zonage 7B-3 défini par le SDAGE qui plafonne à l'étiage à leur niveau actuel les prélèvements hors abreuvement, dans les cours d'eau et leurs annexes, dans les sources et dans les nappes souterraines contribuant à l'alimentation des cours d'eau ou des zones humides ;

Considérant que la demande de prélèvement est notamment réalisée pour un usage d'abreuvement d'animaux ;

Considérant que les nouveaux prélèvements liés à l'abreuvement peuvent être autorisés sous conditions de la stabilité ou de la baisse du cheptel dans les territoires soumis aux dispositions 7B-3 du SDAGE ;

Considérant que les besoins des prélèvements estivaux pour l'usage « abreuvement des animaux » sont décroissants depuis 2016 ;

Considérant que l'autorisation pour l'arrosage des pistes en prélèvement direct sur le forage durant la période de basses eaux (avril à octobre) sera subordonnée aux résultats des essais de pompage du protocole BRGM/DDT44 ;

Considérant l'arrêté portant décision du résultat du « cas par cas » en application de l'article R.122-2 du code de l'environnement, qui conduit à dispenser le projet d'étude d'impact, en date du 22 décembre 2023 ;

Considérant l'absence de remarque du pétitionnaire dans le délai imparti sur le projet d'arrêté ;

Sur proposition du Directeur départemental des territoires de Maine-et-Loire,

ARRÊTE :

Titre I : OBJET DE LA DÉCLARATION

Article 1 : OBJET DE LA DÉCLARATION

Il est donné acte à **L'ENTREPRISE INDIVIDUELLE DAVID BERNIER** de sa déclaration en application des articles L.214-1 et suivants du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, concernant :

N° IOTA	Objet	Géolocalisation (Coordonnées Lambert 93)		Section cadastrale	Commune
21194	Forage	X= 418 869	Y= 6 733 190	B 768	LE LION D'ANGERS

Les ouvrages constitutifs de ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre des articles L.214-1 et suivants du code de l'environnement.

La rubrique concernée visée à l'article R.214-1 du code de l'environnement est la suivante :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêté de prescriptions générales
1.1.1.0	Sondage, forage, ouvrage en vue d'effectuer un prélèvement dans les eaux souterraines	Déclaration	arrêté du 11 septembre 2003

Article 2 : CARACTÉRISTIQUES DES OUVRAGES

Les caractéristiques de l'ouvrage sont les suivantes :

Ouvrage	Aquifère	Profondeur maximale	Capacité maximale de prélèvement	Volume prélevable	Usages autorisés
Forage	Socle	90 m	4 m ³ /h	3 100 m ³ /an	<ul style="list-style-type: none">• abreuvement et soins d'animaux équins (646 m³)• arrosage des pistes équestres (2 454 m³) <u>sous réserve</u> des résultats des essais de pompage concluant à l'absence d'impact sur le milieu superficiel

- **Masse d'eau souterraine : Oudon (FRGG021)**

Titre II : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

Article 3 : PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

Le déclarant devra respecter l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondages, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié.

Article 4 : PRESCRIPTIONS SPÉCIFIQUES

Le présent arrêté autorise la réalisation du forage et son exploitation sur la base des prescriptions suivantes :

4-1 : Usage autorisé

Le projet de forage est réalisé en vue de permettre un prélèvement destiné à :

- l'abreuvement d'animaux équins et le soin de ces animaux (nettoyage des boxes et douche) ;
- l'arrosage des pistes équestres sous réserve des résultats des essais de pompage concluant à l'absence d'impact sur le milieu superficiel.

4-2 : Prélèvements autorisés sous conditions

Le présent arrêté autorise la réalisation d'un forage d'une profondeur de 90 mètres et les essais de pompage en vue de réaliser le protocole interdépartemental.

Le volume maximal annuel prélevé autorisé est limité à **3 100 m³**, sous réserve des résultats des essais de pompages :

- **abreuvement et soins des animaux : 646 m³/an**
- **arrosage des pistes équestres : 2 454 m³/an**

L'autorisation pour l'arrosage des pistes équestres en prélèvement direct sur le forage durant la période de basses eaux (avril à octobre) est subordonnée :

- aux résultats des essais de pompage réalisés du protocole BRGM/DDT44-49. Ils devront démontrer **l'absence de relation** entre la ressource souterraine captée et la nappe libre superficielle contribuant à l'alimentation des cours d'eau ou des zones humides.

Dans le cas contraire, aucun prélèvement en direct pour l'arrosage des pistes équestres en période de basses eaux ne pourra être autorisé à partir du forage. Les résultats des essais de pompage du protocole forage seront transmis au service en charge de la police de l'eau de la Direction Départementale des Territoires de Maine-et-Loire **pour validation**.

Au plus tard 2 mois après la réalisation de l'ouvrage, un compte rendu de fin de travaux précisant la coupe de l'ouvrage sera transmis au service en charge de la police de l'eau de la Direction Départementale des Territoires de Maine-et-Loire. **La non transmission de ce document peut remettre en cause l'autorisation de l'exploitation de l'ouvrage.**

Le prélèvement est soumis aux arrêtés préfectoraux de préservation de la ressource en eau en période d'étiage concernant la **zone d'Alerte n°1 « Oudon »** relative aux eaux souterraines.

Sauf arrêté spécifique, l'abreuvement des animaux n'est pas limité en période de crise.

4-3 : Abandon du puits existant

Le nouveau forage est réalisé en substitution d'un puits existant, non connu de nos services, dont la qualité de l'eau ne permet pas de répondre aux besoins de l'exploitation. Le puits abandonné devra être comblé par des techniques appropriées conformément à la réglementation en vigueur (article 13 de l'arrêté du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux ouvrages souterrains).

Au plus tard 2 mois après la mise en service de l'ouvrage créé, un rapport de travaux précisant les modalités de comblement de l'ancien puits sera déposé au service en charge de la police de l'eau de la Direction Départementale des Territoires de Maine-et-Loire.

4-4 : Surveillance et entretien des ouvrages

- L'installation de pompage dans les eaux souterraines sera équipée d'un compteur volumétrique.
- Les moyens de mesure des volumes prélevés doivent être régulièrement entretenus, contrôlés et, si nécessaire, remplacés, de façon à fournir en permanence une information fiable.
- Le bénéficiaire de l'autorisation consigne sur un registre tenu à la disposition des agents de contrôle :
 - x les volumes prélevés mensuellement et annuellement et le relevé des index des compteurs volumétriques à la fin de chaque année civile ;
 - x les incidents survenus au niveau de l'exploitation et, selon le cas, au niveau de la mesure des volumes prélevés ou du suivi des grandeurs caractéristiques ;
 - x les entretiens, contrôles et remplacements des moyens de mesure et d'évaluation.

Tout prélèvement sur la ressource en eau doit être déclaré auprès de l'Agence de l'Eau qui perçoit la redevance prélèvement à partir d'un volume seuil (pour plus d'information, se référer au site internet de l'Agence de l'eau Loire-Bretagne).

Article 5 : DURÉE DE L'AUTORISATION

L'autorisation telle que définie par le présent arrêté est accordée, à compter de sa notification, pour une **durée de 10 ans**.

Article 6 : RENOUELEMENT DE L'AUTORISATION

La demande de renouvellement de la présente déclaration est adressée au préfet par le bénéficiaire six mois au moins avant la date d'expiration de cette autorisation.

Article 7 : MODIFICATIONS DES PRESCRIPTIONS

Si le déclarant veut obtenir la modification de certaines des prescriptions spécifiques applicables à l'installation, il en fait la demande au préfet, qui statue alors par arrêté.

Le silence gardé par l'administration pendant plus de trois mois sur la demande du déclarant vaut décision de rejet.

Titre III – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 8 : CONFORMITÉ AU DOSSIER ET MODIFICATIONS

Les installations, objets du présent arrêté sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et contenu du dossier de demande de déclaration non contraire aux dispositions du présent arrêté.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initial doit être portée, avant sa réalisation à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

En application de l'article R.214-40-3 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de la déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent arrêté, à défaut de quoi la déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Article 9 : DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 10 : AUTRES RÉGLEMENTATIONS

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 11 : PUBLICATION ET INFORMATION DES TIERS

L'arrêté sera affiché en mairie du LION-D'ANGERS pendant une durée minimale d'un mois.

Ces informations seront mises à disposition du public sur le site internet de la préfecture de Maine-et-Loire durant une durée d'au moins six (6) mois.

Article 12 : VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

- Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;
- Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Article 13 : EXÉCUTION

Le Directeur départemental des territoires de Maine-et-Loire, le Maire de la commune du LION-D'ANGERS, tout agent habilité à effectuer des contrôles, sont chargés chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Fait à ANGERS, le 10 juin 2024

Pour le Directeur départemental des territoires par délégation,
La Cheffe de l'unité Protection et Police de l'Eau,

A blue ink signature, appearing to be 'Line TROUILLARD', written in a stylized, cursive script.

Line TROUILLARD

